

Editorial – juin 1987

L'Europe qui naîtra du refus de la misère

Auteur : *Joseph Wresinski*, fondateur et secrétaire général du Mouvement international ATD Quart Monde

Dans tous les États-membres de la Communauté européenne, il y a des hommes sans qualification aucune, en chômage de longue durée. En chômage pour toujours faudrait-il dire. Beaucoup sont des parents, des chefs de famille. Leurs enfants sont ceux qui apprennent le moins à l'école et en sortent parfois illettrés. Les adolescents, eux non plus ne trouvent pas d'emploi.

Dans toute la Communauté se perpétue ainsi la grande pauvreté que nous avions pourtant espéré voir disparaître. Des enfants, des jeunes, des adultes, des familles regardent le monde changer, ils nous regardent du fin fond de leurs immeubles, de leurs rues et cités mal construites et surpeuplées. Dépendant de nos systèmes d'assistance qui les aident tout au plus à survivre dans la pauvreté, ils observent de loin, en silence, les grandes mutations. Ils n'y participent pas car ils ne sont pas syndiqués ni en position de mener une vie associative à travers laquelle faire valoir leurs intérêts. Des citoyens libres, ils ne le sont qu'en théorie, au seul regard des constitutions. Dans les faits, celles-ci sont demeurées lettre morte pour eux.

Leur grande pauvreté, nous avons fini par nous en rendre compte, n'a pas ressurgi de la crise ou des transformations de la vie économique. Il y a trente ans, la Communauté l'avait recueillie déjà avec l'héritage qu'elle emportait dans l'avenir.

Cette pauvreté s'est sûrement accentuée et elle est redevenue plus visible depuis que les États sont conduits à réduire leurs dépenses tout en révisant leurs priorités. Les plus pauvres, les moins instruits, les illettrés, les plus mal logés n'y figurent dans aucun des États membres.

En outre, ils font les frais des économies que nous cherchons à réaliser dans nos systèmes d'assurances sociales. Celles-ci pèsent plus lourd sur les foyers aux revenus les plus faibles. Pire, elles ont conduit la plupart des États à exclure de ces systèmes qui protègent la dignité des travailleurs, ceux qui figurent depuis trop longtemps parmi les demandeurs d'emploi. Ceux-ci ont été relégués, un peu partout dans la Communauté, vers cette Europe de l'assistance d'où l'on ne revient pas facilement dans l'Europe de la participation. Ainsi, la grande pauvreté et le cloisonnement des très pauvres, leur confinement dans une Europe de l'inutilité et de la honte, sont devenus plus apparents. Ils existaient pourtant dès le départ et, dès le départ, les plus pauvres ont posé à la Communauté la question-clé des droits de l'homme.

Car la question essentielle n'est pas de savoir si nous avons bien fait de commencer à nous unir dans la vie économique. Elle n'est pas de savoir si, demain, l'Europe sera unifiée par sa défense ou même par son organisation politique. La question essentielle est celle que posent les familles dans la grande pauvreté, depuis 1957 : Qu'elle soit économique, sociale, culturelle, œuvrons-nous pour une Europe de tous les Européens également ? Quels que soient les domaines dans lesquels elle s'unifie, tous les Européens auront-ils des possibilités égales d'y exercer leurs droits et leurs

responsabilités ?

L'Europe économique, nous le savons désormais, n'y est pas parvenue. Commencer l'unité par l'économie n'avait rien de déshonorant. Pourtant, ces économies qui s'ouvraient les unes aux autres gardaient en commun la misère inscrite dans leurs structures. Or, en les harmonisant, rien de sérieux ne fut entrepris ni pour bien connaître ni pour éradiquer ce vice fondamental. Unifier des économies exclusives des plus pauvres ne pouvait donner lieu qu'à une Europe, elle aussi, exclusive, oublieuse des droits de l'homme.

Car nous pouvons penser qu'il s'agit d'un oubli, d'une ignorance en même temps que d'une présomption. L'Europe n'a pas réfléchi. Elle a présumé trop facilement qu'elle pouvait, par ses exploits économiques indéniables, vaincre le plus grave des fléaux de tous les temps : celui de la misère. Il y a sans doute eu plus de défaut de réflexion que de manque de bonne volonté. Car nous ne pouvons pas nier que deux mille ans de civilisation chrétienne ont fait de nous des peuples qui se posent sans arrêt les questions de la justice et de la paix. Ils ont aussi fait de nous des nations actives, toujours inquiètes de changement, de progrès, de modernité. Et la justice, la paix, les droits inaliénables font partie de cette quête incessante de modernité même lorsqu'ils entrent en conflit avec le progrès matériel et l'efficacité technologique que nous voudrions imposer à l'humanité pour maîtriser toujours plus l'imprévu qui nous insécurise. Nous sommes héritiers de valeurs que nos révolutions politiques et nos révolutions technologiques ne semblent pas pouvoir déraciner. La jeunesse de notre temps en est héritière elle aussi.

La jeunesse, c'est clair, n'accepte pas la fatalité des maux anciens. Elle refuse l'injustice, l'oppression, la misère, presque intuitivement ou au non de valeurs dont elle connaît mal la nature, le contenu et l'histoire. Il est, en effet, évident qu'elle est très mal instruite sur le contenu exact et le caractère indivisible et interdépendant des droits de l'homme. Elle ne sait trop rien de deux mille ans de pensée, d'essais, d'expériences de lutte contre cette injustice insoutenable : des hommes défigurés par leur trop grande misère sont tenus pour moins que des hommes. C'est le piège dans lequel nous sommes tombés, siècle après siècle. Mais d'âge en âge, les Européens ont aussi refusé l'insulte ainsi faite à l'homme. Et la jeunesse, elle aussi, a hérité de ce refus.

Songeons-nous que les jeunes auront à continuer cette Europe dont nous parlons, dont nous signons les actes ? Songeons-nous à partager avec eux l'histoire qui nous a conduits jusque-là, l'héritage dont la responsabilité nous a été léguée et ce que nous en avons fait ? Songeons-nous qu'ils ont droit à l'expérience pratique dont ils auront bientôt besoin pour conduire les affaires de l'Europe ?

Que nous soyons dans la vérité avec eux, c'est leur droit mais c'est surtout le droit des plus pauvres. Ils ont le droit de pouvoir compter sur une jeunesse qui ne les abandonne pas dans cette Europe de l'assistance où nous les avons exilés. Sur une jeunesse qui reprendra de nous la bonne volonté, ce à quoi nous croyons malgré tout, ce que, de façon imparfaite et discontinue, nous avons réalisé en matière de droits de l'homme. Mais sur une jeunesse aussi, qui corrige nos erreurs et dépasse nos limites, parce que nous-mêmes l'en aurons avertie.

Le Volontariat ATD Quart Monde est un de ces lieux où l'information passe, où l'expérience se fait au jour le jour, où se construit l'engagement pour une Europe qui place les plus pauvres au premier rang. Ce Volontariat, né en même temps que la Communauté européenne fut européen dès ses débuts. Les simples citoyens qui s'engagèrent alors n'ont jamais cru que la grande pauvreté était

une affaire nationale à régler au cas par cas, par chacun des pays pour son compte. Français, Allemands, Néerlandais, Belges, Britanniques... devant l'offense faite à leurs compatriotes, ils se sont réunis comme naturellement parce que la grande pauvreté était la négation de l'homme, de ses droits et responsabilités et, par conséquent, la négation de deux mille ans d'histoire européenne. En acceptant cette négation, l'Europe ne pouvait pas être crédible.

Ce volontariat continue. Les jeunes d'alors y ont fait leur vie d'adultes, de défenseurs des droits de l'homme. Des jeunes continuent à les rejoindre, non pas en raison de ce qu'ils enseignent mais en raison de ce qu'ils démontrent par leur vie, leur combat, leur joie de vivre et leur fidélité.

Construire l'Europe, c'est aussi soutenir par tous les moyens ce Volontariat, né de l'histoire européenne.

Il est notre gage que cette histoire, à laquelle nous avons œuvré, en valait malgré tout la peine et que, pour faire mieux dans l'avenir, les portes sont demeurées ouvertes.

(Revue Quart Monde n°124/1987)